

Unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse  
14 rue Antoine DURENNE  
Parc Bradfer  
55000 BAR-LE-DUC

BAR-LE-DUC, le 30/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GIE - GIVRAUVAL ENROBÉS**

Zone commerciale de Salvange  
Rue des Saponnaires  
55500 Givrauval

Références : JPM-240-2024  
Code AIOT : 0006200809

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2024 dans l'établissement GIE - GIVRAUVAL ENROBÉS implanté Centrale de Givrauval 55500 Givrauval. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE - GIVRAUVAL ENROBÉS
- Centrale de Givrauval 55500 Givrauval
- Code AIOT : 0006200809
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIE GIVRAUVAL ENROBÉS est autorisé par arrêté préfectoral N°2013-2508 du 24 octobre 2013 à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de GIVRAUVAL

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	Arrêté Préfectoral du 24/10/2013, article 7.5.3	Sans objet
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'article 7.5.3 prévoient l'utilisation d'un plan d'eau comme ressource pour la défense incendie.

Une défense incendie autonome est à étudier pour sécuriser celle-ci dans le temps. Elle doit être déterminée au regard de l'évolution attendue du site (alimentation en gaz au lieu de fioul).

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évaluer le besoin en eau d'extinction pour son site puis de prévoir une défense incendie en cohérence avec cette évaluation. Une information du préfet est à faire en ce sens dans un délai de 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2013, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les besoins en eau d'extinction sont assurés par pompage dans l'ancienne gravière située en face du site d'implantation de la centrale d'enrobage objet du présent arrêté, de l'autre côté de la RD 966. Ce point de pompage est aménagé afin de permettre son accessibilité aux engins de secours. Ses caractéristiques sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Superficie minimale de l'aire de stationnement de 32 m<sup>2</sup> (8*4m).</li><li>- Distance entre l'aire de stationnement et le point d'aspiration inférieure à 6 m.</li><li>- Hauteur pratique d'aspiration inférieure à 5 m.</li></ul> Les installations autorisées par le présent arrêté sont pourvues, au minimum, de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 extincteurs polyvalents de classe ABC de 9 kg dans l'atelier,</li><li>- 1 extincteur à poudre de classe BC de 6 kg dans la chaufferie,</li><li>- 1 extincteur polyvalent de classe ABC de 9 kg dans la chaufferie,</li><li>- 1 extincteur automatique polyvalent de classe ABC de 9 kg dans la chaufferie,</li><li>- 1 extincteur à poudre sur roues de classe BC de 50 kg pour l'aire de dépôtage,</li><li>- 1 extincteur à poudre de classe BC de 6 kg dans le local du transformateur électrique,</li><li>- 1 extincteur polyvalent de classe ABC de 6 kg dans le bungalow du personnel,</li><li>- 1 extincteur polyvalent de classe ABC de 9 kg dans la cabine de commande,</li><li>- 1 extincteur à poudre de classe BC de 6 kg dans la cabine de commande,</li><li>- 1 extincteur à poudre de classe BC de 1,5 kg au niveau de la chargeuse</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de l'incendie qui s'était déclenché en juin 2022, le SDIS Meuse avait pu se raccorder au plan d'eau situé en face de la centrale à enrobés.  Toutefois, les services de secours s'interrogent désormais sur les aléas climatiques pouvant conduire à faire baisser la cote d'eau des ressources naturelles (étang, cours d'eau), à un niveau trop faible ayant pour conséquence que leurs moyens de pompage ne soient plus efficaces. Par ailleurs, l'accès à l'étang pourrait se voir limité, celui-ci étant devenu désormais privé. Il paraît donc important que l'exploitant étudie la mise en œuvre d'une défense incendie autonome pour ses installations.  Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il étudie une défense incendie autonome pour ses installations et en informe M le Préfet. Cette information est à mettre en lien avec la demande de modification des conditions d'exploiter déposée précédemment à M le Préfet visant à remplacer la source d'énergie servant au réchauffage des granulats. Cette étude est à transmettre sous un délai de trois mois.  L'inspection a par ailleurs, procédé au contrôle de la conformité de tous les extincteurs prévus par l'arrêté préfectoral. L'inspection a constaté que tous les extincteurs sont en place, qu'ils sont conformes et ont été révisés en juillet 2023. Certains extincteurs de l'atelier étant encombrés, l'inspection a précisé à l'exploitant que les accès

aux extincteurs devaient être dégagés en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étude acoustique concernant l'installation de concassage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Considérant que l'installation de concassage ajoutée aux installations existantes est susceptible de générer une source d'émission sonore supplémentaire par rapport à la situation actuelle, il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude acoustique dès la première période d'utilisation de cette installation de concassage et à défaut six mois après la notification du présent arrêté. Les résultats et leur interprétation sont envoyés dès réception à l'inspection des installations classées. En cas de dépassement constaté des seuils réglementaires d'émergence acoustique, l'exploitant doit proposer des mesures correctrices et un planning de réalisation de ces mesures, Ces éléments font l'objet d'une validation par l'inspection des installations classées et sont mis en place avant la deuxième période d'utilisation de l'installation, et à défaut dans les six mois qui suivent le constat du dépassement du niveau de l'émergence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 27/05/2024 l'étude acoustique réalisée en juillet 2022 lors de la 1re campagne de concassage (Dossier T_7826).</p> <p>Les conclusions du rapport indiquent que les activités de la carrière engendrent un niveau d'émergence conforme à la réglementation pour les points de mesure situés en zone à émergence réglementée.</p> <p>Le niveau sonore relevé en limite d'emprise respecte également la réglementation en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite